

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

n° 24-EM671EGP

Procédure avec négociation

Objet : Procédure avec négociation pour Marché Public Global de Performance pour l'exploitation et la maintenance CVC avec garantie de performance énergétique pour l'HEGP

Publication : B.O.A.M.P et J.O.U.E (via plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>) - Avis adressé le 23 décembre 2024

PHASE 1 – Candidature

Date limite pour la visite : Sans objet au stade candidature

Date limite pour toute question des candidats : le 14 janvier 2025 à 16 heures

Date limite pour l'envoi de la synthèse questions/réponses : le 16 janvier 2025 à 18 heures

Date limite de remise des dossiers de candidature : le 23 janvier 2025 à 12 heures

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	1 / 25

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 MODALITES DE LA CONSULTATION	3
2.2 FORME DU PRIX.....	4
2.3 DECOMPOSITION EN LOTS ET ETENDUE	4
(a) <i>Nature et consistance de l'opération</i>	4
(b) <i>Nature de la prestation confiée au titulaire :</i>	5
(c) <i>Définition de l'objectif de performance :</i>	6
2.4 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	7
2.5 MODALITES DE MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION :	7
2.6 VARIANTE 6 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	8
2.7 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
2.8 PERIODE D'EXECUTION	8
2.9 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	8
2.10 GROUPEMENT DE CANDIDATS	9
2.11 SOUS-TRAITANCE	10
2.12 VISITE DES CANDIDATS :	10
ARTICLE 3. CONSTITUTION DE LA CANDIDATURE.....	11
3.1 DOSSIER ADMINISTRATIF	11
3.2 LE DOSSIER PROFESSIONNEL	12
3.3 PRESENTATION DE LA CANDIDATURE	15
ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	16
ARTICLE 5. ENREGISTREMENT ET SELECTION DES CANDIDATS	18
5.1 ENREGISTREMENT ET SELECTION DES CANDIDATURES.....	18
5.2 JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	18
ARTICLE 6. ORGANISATION DE LA PHASE OFFRE DE LA CONSULTATION	19
6.1 LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS SELECTIONNES	19
6.2 PIECES A FOURNIR PAR LES CANDIDATS :	19
6.3 REMISE DES OFFRES.....	20
6.4 LES CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	20
6.5 NEGOCIATION	21
ARTICLE 7. NOTIFICATION DES RESULTATS.....	24
ARTICLE 8. VOIES DE RECOURS	25
ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	25

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur une « **Procédure avec négociation pour un Marché Public Global de Performance pour l'exploitation et la maintenance CVC avec garantie de performance énergétique pour l'HEGP** »

La présente consultation a pour objet de désigner un prestataire ou un groupement pour l'exploitation et la maintenance des installations CVC Plomberie de l'HEGP avec une garantie de performance énergétique.

L'attributaire du marché s'engagera sur un objectif minimum de 13% d'économies d'énergie (CPCU et électricité) d'ici la fin du contrat. Pour indication, cela correspond aux objectif APHP de 2% par an à compter de la deuxième année du marché. La rémunération variera en fonction du niveau atteint.

L'AP-HP est un établissement public de santé.

L'hôpital européen Georges Pompidou est situé 20 rue Leblanc 75015 Paris.

Organisation de la **maîtrise d'ouvrage** :

Le Groupe hospitalier APHP Centre Université de Paris Cité de l'AP-HP assume la maîtrise d'ouvrage de la présente opération.

La conduite d'opération est assurée par la Direction des Investissements (DI) du GH AP-HP CUPC.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Modalités de la consultation

Le pouvoir adjudicateur peut avoir recours à la procédure avec négociation lorsque le marché comporte des prestations de conception (point n°3 de l'article R.2124-3).

Marché global de performances selon les articles R.2171- 1 et 3 du code de la commande publique et selon la procédure avec négociation selon les articles R.2124-3 et R.2161 (12 à 20) du même code. Le recours à la procédure de marché global de performances repose sur la nécessité d'associer l'opérateur afin de répondre aux enjeux de l'opération, adaptant les solutions techniques les plus avantageuses pour le maître d'ouvrage et maîtrisées par l'opérateur sur la base de prescriptions détaillées et précises en termes d'exigences.

Toutefois, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation

Le marché sera couvert par l'accord international sur les marchés publics (AMP).

Le dossier de consultation est composé par les documents mentionnés suivants et est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> :

Au stade de la candidature :

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	3 / 25

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'avis d'appel public à la concurrence
- L'annexe 1 au règlement de consultation (grille de présentation des références)

Lors du téléchargement du DCE, le candidat doit faire part de son nom, d'une adresse, ainsi que du nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions.

2.2 Type et forme de contrat

Le marché sera conclu en application des articles L. 2171-1 et L. 2171-3 du Code de la commande publique, sous forme d'un marché global de performance qui s'exécutera à quantité ferme pour les redevances forfaitaires.

Le marché global de performance prévoit des engagements contractuels sur des objectifs de performances énergétiques et environnementales justifiant l'association de l'entrepreneur aux études.

2.3 Forme du prix

Le marché est à prix forfaitaire au sens de l'article R.2112-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché est à prix révisibles au sens des articles R.2112 (7 à 14) du nouveau Code de la Commande Publique. Les modalités de révision sont décrites dans le CCAP qui sera fourni en phase offre.

2.4 Décomposition en lots et étendue

Les prestations sont réunies en un lot unique : Marché relatif à l'exploitation-maintenance des installations CVC Plomberie **I'HEGP** et la conception-réalisation des travaux d'économies d'énergie.

(a) Nature et consistance de l'opération

L'ETABLISSEMENT, LE SITE, LES BATIMENTS

L'Hôpital européen Georges-Pompidou est un établissement public de santé, multi-spécialité et est reconnu pour ses expertises des pathologies de l'adulte notamment dans les domaines cardiovasculaire et rénal, du cancer et de l'urgence. Le site est doté de plateaux techniques complets et performants d'imagerie, de radiologie interventionnelle et de biologie.

L'établissement est implanté dans le 15^{ème} arrondissement de Paris entre la rue LEBLANC et la rue du Professeur DELBARRE.

L'hôpital européen Georges Pompidou est un établissement recevant du public (E.R.P.), du type U (sanitaire) de 1^{ère} catégorie.

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	4 / 25

Le site est composé de de trois bâtiments, seul deux bâtiments feront partie du marché : le bâtiment principal (120 000 m² de SHON) et le bâtiment chambre de garde (1098 m² de SHON). Le bâtiment principal est organisé en deux zones (basse et haute) de 8 étages avec deux sous-sols et répartis en 4 pôles (A à D).

LES ENERGIES

Chauffage

Le site est raccordé au réseau CPCU. Le chauffage est également assuré par les PAC internes des rooftops installés sur site.

Eau glacée

Le site comprend 4 groupes d'eau glacée en terrasse de puissance unitaire de 700kW, soit une puissance totale installée d'environ 3MW. Les PACs internes complètent les besoins en eaux glacée.

Electricité

L'établissement est raccordé au réseau ENEDIS en 20.000 V. La distribution est faite sur l'ensemble du site, à la fois pour les usages techniques spécifiques et pour l'énergie. Les principaux consommateurs sont donc les PACs et les groupes froids.

(b) Nature de la prestation confiée au titulaire :

Le présent marché a pour objet le renouvellement et la mise en place d'un marché Public Global de Performance pour l'exploitation et la maintenance CVC avec garantie de performance énergétique pour l'HEGP.

Il a pour objet de confier au Titulaire les prestations de maintenance CVC/ et plomberie comprenant notamment les prestations suivantes :

- **CVC : Chauffage – Ventilation – Climatisation ;**

- Équipements de production de chaleur (échangeurs CPCU (inclus) / eau chaude) ;
- Équipements de production d'eau glacée (eau glacée et groupes froids) ;
- Équipements frigorifiques ;
- Chambres froides (cuisine, laboratoire et pharmacie ...) ;
- Productions ECS ;
- Rooftop ETT ;
- Ventilation mécanique ;
- Réseaux aérauliques et hydrauliques y compris accessoires dans le périmètre ;
- Équipements terminaux aérauliques (bouches) ;
- Régulation ;
- Échangeurs ;
- Etc.

- **Plomberie :**

- Le réseau de Distribution, groupe surpresseurs, détendeurs, filtres, adoucisseurs, pompes de relevages ;
- Traitement d'eau (hors installation de chloration) ;
- Hydrocarbures ;

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	5 / 25

- Cuve de décroissance ;
- Mise en place et tenue d'un cahier sanitaire eaux techniques.
- **GMAO : Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur ;**
 - Mise en place, mise à jour, maintenance et utilisation de la GMAO pour la maintenance :
 - Dont accès au Maître d'Ouvrage
 - Dont remplissage de la GMAO du Titulaire
- **M&P : Management et pilotage des prestations**

Certaines prestations sont conservées par le Maître d'Ouvrage, soit en intégralité, soit en partie. Les équipes pluridisciplinaires du Maître d'Ouvrage prennent en charge la partie à proximité des patients appelée : « Environnement patient ».

Un descriptif des pistes des travaux envisageables sera transmis avec le DCE complet.

Les prestations comprises dans le marché sont décomposées selon les termes suivants :

- **Forfait « P2 »** pour chacun des sites relatifs à la conduite de l'installation et des travaux de petit entretien ;
- **Forfait « P3GE »** pour chacun des sites relatifs aux opérations de gros entretien et de garantie totale ;
- **Forfait « P3R »** pour chacun des sites relatifs aux opérations de renouvellement du matériel programmé ;
- **Forfait « P5CR »** relatif à tous les travaux non compris dans les forfaits P2 et P3 mais pour lesquels les travaux sont prévus au marché (règlement à réception) – **P5CR** (Conception-Réalisation).

(c) Définition de l'objectif de performance :

- L'attributaire du marché s'engagera sur :

L'offre est jugée irrégulière si les objectifs minimums indiqués dans l'offre des candidats est inférieur à 13% d'économies d'énergie (CPCU et électricité) d'ici la fin du contrat. Pour indication, cela correspond aux objectif APHP de 2% par an à compter à compter de la deuxième année du marché.

Cet objectif n'est pas intangible, une tolérance pourra être prévue. Cependant la rémunération variera en fonction du niveau atteint.

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	6 / 25

2.5 Modalités essentielles de financement et de paiement

L'exécution du marché sera financée par le budget d'investissement du Groupe Hospitalier APHP Centre Université Paris Cité.

Les travaux sont soumis au versement d'une retenue de garantie de 5% sur la totalité du montant concerné.

Le marché est à prix global forfaitaire.

2.6 Modalités de modification du marché en cours d'exécution :

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCAP de la présente consultation, en application de l'article R.2194-1 du Nouveau Code de la Commande Publique. Ces modifications pourront intervenir par l'établissement d'avenants en application de l'article 5.3 du CCAP.

(a) Evolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique pendant la période d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du Maître d'Ouvrage, de modifier ou de remplacer les fournitures objets du présent marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

Ces modifications ne feront pas l'objet d'avenant.

Dans ce cas, le titulaire devra fournir un certificat indiquant :

- D'une part que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne
- D'autre part que le prix fixé au marché public pour l'ancienne référence est maintenu.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, ou d'évolution réglementaire, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de 3 mois par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS.

(b) Circonstances imprévisibles

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisées pour la révision des prix du marché.

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	7 / 25

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article

2.7 Variante et Prestations supplémentaires éventuelles

Une variante libre est autorisée par Candidat.

Elle doit respecter :

- Les objectifs minimums de réduction d'énergie du cahier des charges ;
- L'absence de poste non prévus (pas de P1).

Elle doit permettre l'un (ou plusieurs) des cas suivants en comparaison avec l'offre de base :

- Une optimisation financière dans le respect des objectifs de performance attendu (obligatoire) ;
- Une amélioration de la performance énergétique.

La présente consultation ne comporte pas de PSE.

2.8 Modification du dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux spécifications techniques obligatoires du CCTP, dans le cadre de l'offre proposée en solution de base.

Ils doivent en respecter l'intégralité des prescriptions.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard **le 16 janvier 2025** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Il informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à l'initiative du pouvoir adjudicateur, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 Période d'exécution

Conformément à la loi n°74-908 du 29 octobre 1974 concernant la durée des marchés comportant une clause de gros entretien et renouvellement des matériels, le présent marché est conclu pour une période ferme de 8 années à compter de la notification du marché au titulaire. Le marché comprend 2 périodes de reconduction tacite, chacun d'une durée d'1 an, pouvant porter la durée totale du contrat à 10 ans.

En cas de changement de titulaire par rapport au marché précédent une période de transition de 2 mois sera respectée à titre indicatif ; elle permettra l'organisation de cette transition.

La date indiquée lors de la notification est la date d'effet du marché et prescrit la date de démarrage.

2.10 Délai de validité des offres

Les candidats restent engagés par leur offre finale pendant un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres finales fixée à l'article 4 du présent règlement de consultation.

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	8 / 25

2.11 Groupement de candidats

Le candidat peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Les actes d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés à l'article 3.1.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. De même, le candidat n'est pas autorisé à présenter, pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R.2142-24 du nouveau Code de la Commande Publique, le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

➤ Communications et échanges d'informations par voie électronique

En cas de groupement un outil de co-signature est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> en cliquant sur l'item « Outils informatiques ».

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	9 / 25

2.12 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R.2393-(24 à 134) du nouveau Code de la Commande Publique et par les articles L.2193 (1 à 7) et (10 à 14) du nouveau Code de la Commande Publique relatifs à la sous-traitance.

Néanmoins, au regard des articles L. 2193-1 à L. 2193-3 le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément aux articles ci-dessus, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

L'acceptation des sous-traitants est conditionnée par la production des pièces citées à l'article 3.1.

2.13 Visite des candidats :

Sans objet à ce stade.

Une visite sera organisée lors de la phase offre.

Une visite préalable des lieux est obligatoire avant établissement de l'offre.

Les candidats sont invités à visiter les lieux lors de la phase offre. Les dates et lieux de visites seront proposées ultérieurement.

La visite a pour objectif d'apprécier l'importance des travaux à réaliser et la disposition des lieux et d'appréhender les difficultés d'exécution et d'accès.

Les candidats sont informés des modalités de visites suivantes :

- o Tous les participants à la visite doivent être équipés de leurs EPI (chaussures de sécurité, casque, protections sanitaires le cas échéant). Les personnes non équipées ne pourront pas participer à la visite ;
- o Se conformer aux réglementations sanitaires nationales et du CHU en vigueur ;
- o Les échanges entre les représentants de l'entreprise candidate et le ou les représentants du Maître d'Ouvrage pendant les visites seront limités à la seule prise de connaissance du site et, le cas échéant, à la compréhension de la conception et du fonctionnement des installations existantes, sans que ne soit délivrée aucune autre information dont l'objet serait autre que la seule description physique et fonctionnelle du site et des installations ;

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	10 / 25

- o Les prises de photos par les candidats sont autorisées pendant les visites, sauf avis contraire émis par le Maître d'ouvrage d'une des installations visitées.

Les éventuelles questions que pourraient susciter cette visite devront être formulées par voie électronique et exclusivement sur le profil acheteur, la plateforme PLACE, à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

Les réponses à ces questions écrites seront diffusées à l'ensemble des candidats.

ARTICLE 3. CONSTITUTION DE LA CANDIDATURE

3.1 Dossier administratif

3.1.1. Mise à disposition des documents et renseignement par le biais d'un système électronique

Conformément à l'article R. 2143-13 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra en revanche fournir l'annexe au DCE (Attestation du Candidat) dûment remplie et signée par la personne habilitée à engager la société et refournir les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

3.1.2. Constitution du dossier administratif :

En application de l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1o **Le formulaire DC1** ou équivalent daté.

OU Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article R. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

2o **Le formulaire DC2** ou équivalent Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (les mentions du capital et du chiffre d'affaires doivent être suivies de l'unité monétaire correspondante).

Ce formulaire est disponible sur le site du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

3° Le cas échéant, en complément du formulaire DC2 les documents et renseignements listés à l'article 2 de l'arrêté du 29 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de leur capacité économique et financière, c'est-à-dire

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	11 / 25

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents;
- L'indication des techniciens ou des organismes techniques qu'ils soient ou non intégrés au candidat en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et lorsqu'il s'agit de marchés publics de travaux, auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage,
- L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public

4° Attestation sanctions contre la Russie complétée et signée

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Si le signataire des pièces de ce marché n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le Kbis, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

En cas de non présentation dans le dossier de candidature, ces documents doivent être fournis dans les 3 jours suivant l'envoi d'une demande de précision sur le contenu des candidatures. Le jour de l'envoi et le jour de réception des documents ne sont pas comptabilisés.

La production des documents dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.

3.2 Le dossier professionnel

3.2.1. Présentation des compétences, moyens humains et matériels de l'équipe

Chaque candidat formule son offre en produisant :

Les documents et renseignements listés à l'article 3 de l'arrêté du 29 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de leur capacité techniques et professionnelles, c'est-à-dire :

- La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et de ces opérateurs économiques ainsi que l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années plus particulièrement dans le domaine hospitalier,
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	12 / 25

- le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;
 - Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
 - L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;

Certificats de qualification et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Les nomenclatures des qualifications QUALIBAT demandées sont :	
5274- Exploitation d'installation de chauffage et de rafraîchissement avec garantie totale dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m2	Non

- Un chiffre d'affaires annuel sur des prestations similaires selon QUALIBAT CA6, soit a minima compris de 2,25 M€HT
- Classification a minima selon QUALIBAT EFF5 DE 101 à 300 personnes
- A minima habilitations techniques suivantes :
 - Amiante (sous-section 4) ;
 - Habilitations électriques ;
 - Certificat de capacité d'intervention sur installations frigorifique et de réfrigération.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Nombre de candidat envisagé : L'ensemble des points attribués forment une note sur 20 points permettant de classer les candidatures par ordre décroissant. Tout candidat respectant l'ensemble de ces critères sera admis à soumissionner pour la phase « Offre ».

3.1.3 Présentation d'un dossier de références

Pour être retenus pour la phase « Offre », les candidats devront obligatoirement justifier :

- Principales références au regard du projet à réaliser (à minima deux références similaires), indiquant les caractéristiques, le montant, la date et l'identité du maître d'ouvrage pour chacune des prestations suivantes (les références doivent être en cours et de moins de 15 ans
- - Maintenance des installations CVC d'un hôpital d'une surface minimale de 60 000 m² ;
 - Conception et réalisation d'un contrat de performance énergétique d'un montant total d'au moins 1 M€HT/an et objectif associé

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	13 / 25

- Le candidat est invité à sélectionner des références qu'il juge significatives à raison de deux minimum et présente chacune de ces références dans le tableau Excel « Grille de présentation des candidats et des références » (le format A3 utilisé ne devra pas être modifié).

3.2.3. Documents complémentaires souhaités par l'AP-HP

- L'attestation de régularité fiscale délivrée au 31/12 de l'année n - 1 par le comptable public ou équivalent. L'année n correspond à l'année de publication de la présente consultation ainsi que l'attestation sociale délivrée par l'URSAFF.
Si ces documents ne sont pas présentés dans le dossier de candidature, ils doivent être fournis dans les délais fixés lors de l'envoi du courrier par la plate forme PLACE, informant le candidat qu'il est classé n° 1 : le jour d'envoi de la télécopie et le jour de réception ne sont pas comptabilisés (ex : envoi mercredi 9 heures, réception lundi 9 heures).
Pour les candidats établis dans un Etat autre que la France, il sera demandé de produire les documents listés relatif aux marchés publics. Ces documents seront accompagnés d'une traduction en français en application des articles précédemment cités.
- Un RIB.
- Un extrait du Kbis ou équivalent (datant de moins de 3 mois à la date d'envoi de la candidature) ainsi que la composition du capital.
- Imprimé DC 4 ou équivalent, en cas de sous-traitance, date et signature obligatoirement originales ou date et signature électroniques obligatoires.
- Les documents mentionnés dans la partie F1, ou si le candidat est domicilié à l'étranger, dans la partie G du formulaire Notif1 disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>
- Une copie de la police d'assurance
- Délégation de pouvoir (si le signataire des pièces de ce marché n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au signataire des pièces est nécessaire)

3.2.4. Echantillons

Pour la présente consultation, aucun échantillon n'est demandé.

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	14 / 25

3.3 Présentation de la candidature

3.3.1. Présentation de l'offre dématérialisée

Lors de la transmission par voie électronique, l'offre sera constituée d'un dossier intitulé : « dossier administratif » (comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.1) et « dossier professionnel » (comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.2).

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

- L'offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE ;

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Règle de nommage des fichiers du pli dématérialisé

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

le nom de la société : il peut être entier, ou bien être raccourci









Suivi de :






la désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible

Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du _ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf exemple), ces pièces sont :

- l'Acte d'engagement
- le tableau d'offre de prix
- le pouvoir
- le DC1
- le DC2
- le Kbis
- le NOTI2, s'il est produit dès la phase de candidature
- le RIB, s'il est produit dès la phase de candidature

Exemple :

 _Martin_AE
 _Martin_DC1
 _Martin_DC2
 _Martin_NOTI2.doc
 _Martin_Pouvoir.pdf
 _Martin_k bis
 _Martin_rib
 _Martin_Tableau offre de prix

 Martin_CRDD
 Martin_Cadre reponses technique
 Martin_Certif_approb_iso_9001
 Martin_certificat d'analyse
 Martin_facture_vierge
 Martin_ISO_Certificate
 Martin_marquage CE
 Martin_Qualite de service

Les documents suivants : acte d'engagement, annexes financières et cadre de réponse technique doivent être présentés dans un format et une version informatique a minima

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	15 / 25

compatible avec les fichiers téléchargés sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Ce format permettra le traitement par le GH APHP Paris Centre Université Paris Cité., des données transmises. Il est entendu que les documents fournis par le candidat étant certifiés par la signature électronique, ne seront aucunement modifiés par le GH APHP Paris Centre Université Paris Cité.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat et pour un même lot, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

La transmission des documents sur support papier ou sur support physique électronique entraînera l'irrégularité de l'offre du candidat (hors dépôt de la copie de sauvegarde).

En application de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de répondre via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Les plis électroniques devront impérativement être déposés
sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>
avant le 23 janvier 2025 à 12 heures.**

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de la candidature devront être signés obligatoirement à l'aide d'un certificat de signature électronique valide. L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de sa candidature.

Attention, la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique.

Conformément à l'arrêté du 15 juin 2012, le certificat de signature électronique doit être conforme au RGS (référentiel général de sécurité) ; dans ce cas, le niveau minimum de sécurité exigé est ** ; les formats de signature acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation (https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2).

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	16 / 25

Afin d'acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>.

A l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d'un groupement de candidats, il faudra en plus utiliser l'outil de co-signature comme indiqué à l'article 2.10.

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Par ailleurs, si l'un des formulaires constitutifs la candidature ou de l'offre du candidat est modifié après signature, le « couple » document signé et document de signature ne seront plus cohérents. La signature du document sera alors invalide. Il faut dans ce cas renouveler l'opération de signature du document modifié.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrement de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

☐ copie de sauvegarde

Lorsque, conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, la candidature

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	17 / 25

et l'offre sont envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie (article 6 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

**Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Centre – Université Paris Cité
Hôpital Cochin Port-Royal - Cellule marchés
Bâtiment le Cloître 2 étage
123 Boulevard de Port-Royal – 75014 PARIS
Avant le 20 janvier 2025 à 12 heures**

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16H

Il est également possible de déposer la copie de sauvegarde par voie électronique : Concernant les plateformes de transfert, il est nécessaire de rappeler que les exigences fixées par le RGPD s'appliquent. Il convient donc de ne pas recourir à une plate-forme hébergée par un pays tiers à l'UE.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque la Cellule marchés du GH APHP Paris Centre Université Paris Cité. a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à Cellule marchés du GH APHP Paris Centre Université Paris Cité. dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

ARTICLE 5. ENREGISTREMENT ET SELECTION DES CANDIDATS

L'enregistrement et le jugement des candidatures sont effectués dans les conditions prévues aux articles R.2152- (1 à 8) du nouveau Code de la Commande Publique.

5.1 Enregistrement et sélection des candidatures

Les candidatures sont appréciées selon les exigences minimales requises suivantes :

La commission locale d'appréciation des candidatures exclura d'office :

- Les dossiers de candidature ne répondant pas aux prescriptions du présent règlement ;
- Les dossiers de candidatures arrivés hors délai

Aucune prestation relative à la mission ne sera admise à ce stade de la procédure.

5.2 Jugement des candidatures

Pour le jugement, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède comme indiqué aux articles R.2152- (1 à 8) du nouveau Code de la Commande Publique.

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	18 / 25

Les candidatures sont appréciées au moyen de la liste des critères publiés dans l'avis d'appel public à la concurrence :

Critère n°1 – Noté sur 8 – Références dans le domaine d'un marché de « Maintenance et exploitation des installations CVC et plomberie d'un hôpital d'une surface minimale de 60 000 m² »

Critère n°2 – Noté sur 12 – Références dans le domaine d'un marché de « Conception et réalisation d'un contrat de performance énergétique d'un montant total d'au moins 1 M€HT/an et objectifs associés

L'ensemble des points attribués forment une note sur 20 points permettant de classer les candidatures par ordre décroissant et d'établir la liste des candidats admis à remettre une offre au second stade de la procédure.

Dès que la liste est arrêtée, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur adressera simultanément aux candidats sélectionnés une lettre d'invitation à confirmer l'intérêt accompagné d'un dossier de consultation et avisera par écrit les autres candidats du rejet de leur candidature en application de l'article R.2181 – (1 à 4) du Code de la Commande Publique.

Une offre peut être déclarée inacceptable si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas à l'Assistance Publique de la financer.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut déclarer la consultation infructueuse.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer la consultation sans suite.

ARTICLE 6. ORGANISATION DE LA PHASE OFFRE DE LA CONSULTATION

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur adressera simultanément aux candidats sélectionnés à la phase candidature une lettre d'invitation à confirmer l'intérêt accompagné d'un dossier de consultation.

6.1 Liste des documents fournis aux candidats sélectionnés

Le dossier de consultation sera à titre informatif composé des éléments suivants :

- 1- Lettre d'invitation à confirmer l'intérêt
- 2- La proposition de marché :
 - a. Un acte d'engagement et son annexe financière
 - b. Un cahier des clauses techniques particulières et ses annexes
 - c. Un cahier des clauses administratives particulières

La date prévisionnelle d'envoi du dossier de consultation est début février 2025.

6.2 Pièces à fournir par les candidats :

Les Candidats devront remettre un dossier contenant notamment son mémoire technique et ses annexes, l'Acte d'Engagement et ses annexes ainsi que l'attestation de visite.

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	19 / 25

Le détail des documents à remettre sera indiqué dans une annexe spécifiques lors de la phase offres.

6.3 Remise des offres

Les modalités générales de remise des offres sont identiques à celles de remise des candidatures. Elles seront précisées dans la lettre d'invitation à soumissionner qui sera envoyée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) aux candidats dont la candidature aura été acceptée.

Seuls les candidats invités à soumissionner transmettent leur offre à la Cellule marchés du groupe APHP Centre Université Paris Cité. La lettre d'invitation qui sera envoyée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA), précisera notamment la date et l'heure limites de réception des offres.

Les soumissionnaires devront obligatoirement respecter le même mode de transmission des documents pour la phase candidature et pour la phase offre.

6.4 Les critères de jugement des offres

Pour le jugement, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède comme indiqué aux articles R. 2152-6 à R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Après la sélection des candidatures, la sélection des offres se fera selon les critères suivants dont la pondération figurera dans le règlement de consultation :

Jugement des offres :

Critère n°1 : prix des prestations noté sur 45

Critère n°2 : prestations de performance énergétique et environnementale noté sur 19

Critère n°3 : prestation d'exploitation – maintenance P2 noté sur 22

Critère n°4 : prestation de gros entretien renouvellement et travaux -P3GER\$P5CR noté sur 10

Critère n°5 : Méthodologie spécifique à l'intervention en milieu hospitalier noté sur 4

1. VALEUR DES PRIX DES PRESTATIONS	45
1.1. Prix des prestations P2 et P3GE	25
1.2. Prix des prestations P3R et P5CR	17
1.3. Coefficients appliqués sur les fournitures et sous-traitances et taux horaires	3
2. PRESTATION DE PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE	19
2.1. Analyse du prix des dépenses énergétiques résultant de l'engagement/objectif de performance	14
2.2. Réalisme des objectifs affichés compte tenu des actions et travaux entrepris :	4
2.3 Mesures environnementales proposées par le candidat spécifiquement dans le cadre de ce marché	1
3. PRESTATION D'EXPLOITATION-MAINTENANCE – P2	22
3.1. Analyse de la description de la prise en charge des installations et de la réversibilité à la fin du contrat	2

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	20 / 25

3.2. Analyse des moyens humains et cohérence pour l'exploitation-maintenance y compris encadrements et services supports, cohérence du nombre d'heures (dont volume et taux horaires) et décomposition par type d'intervention	14
3.3. Analyse des méthodologies préventives et curatives, gammes de maintenance, GMAO, traçabilité des demandes d'interventions, implémentation et mise à jour de l'inventaire, traçabilité des températures d'ambiance et des réseaux, organisation dont délais d'interventions et échelles des astreintes	6
4. PRESTATION DE GROS ENTRETIEN RENOUVELLEMENT et TRAVAUX – P3GER & P5CR	10
4.1. Analyse de l'organisation des travaux, qualité des équipements mis en place, organisation de chantier et personnel dédié aux travaux y compris organisation spécifique (moyens humains, communication, réactivité) pour la continuité d'exploitation en phase travaux)	5
4.2. Analyse des propositions relatives au maintien en bon état de fonctionnement des équipements et détails et cohérences des plans de renouvellements proposés	5
5. METHODOLOGIE SPECIFIQUE A L'INTERVENTION EN MILIEU HOSPITALIER	4
5.1. Analyse des formations spécifiques du personnel au milieu hospitalier et moyens matériels mis à disposition des équipes	2
5.2. Analyse des propositions pour l'intervention en site occupé avec continuité de service et minimisation des risques pour les usagers et intervenants	2

Au vu des critères pondérés, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur classe les offres des candidats par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse, la mieux classée.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de reports seraient constatées dans la décomposition d'un prix figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix. En cas de refus, son offre est éliminée comme non cohérente.

Une offre peut être déclarée inacceptable si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas à l'Assistance Publique de la financer.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut déclarer la consultation infructueuse.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer la consultation sans suite.

6.5 Négociation

Les offres présentées dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'une négociation dans le respect des modalités décrites ci-dessous. Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	21 / 25

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne négocier qu'avec les candidats classés dans les 3 premières positions à l'issue de l'analyse des offres initiales.

La négociation ne peut modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation pourra se faire par écrit ou au moyen d'auditions compte tenu du degré de complexité technique de la consultation. Tous les échanges se dérouleront en langue française.

Dans le cas d'auditions, afin de garantir une stricte égalité entre les candidats, le temps de présentation sera équivalent pour chaque offre, et un PV de présentation sera établi ou compte rendu de l'audition.

Les critères d'attribution ne peuvent pas faire l'objet de négociations.

- Le Maître d'Ouvrage pourra discuter de l'ensemble des prestations décrites dans l'offre du candidat, dans le respect des exigences minimales et des critères de jugement des offres.
- Les négociations porteront non seulement sur les aspects techniques mais également sur les aspects économiques, juridiques et contractuels des offres remises par les candidats, dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence.
- À l'issue des échanges, les candidats pourront être invités par le Maître d'Ouvrage à répondre à des questions et à remettre une nouvelle offre dans un délai qui sera fixé par la personne publique.
- Le Maître d'Ouvrage indiquera aux candidats les éventuels changements apportés aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation, le cas échéant.
- Le Maître d'Ouvrage pourra demander à chacun des candidats de compléter, de préciser voire de modifier son offre sans pour autant que lesdits compléments, précision ou modification entraîne un changement fondamental des solutions ou des propositions initiales du candidat.
- Le schéma qui vient d'être décrit pourra être renouvelé autant de fois que nécessaire dans le cadre de la phase de négociation, qui pourra comporter autant de réunions que le Maître d'Ouvrage jugera nécessaire.

Les négociations porteront notamment sur les points suivants :

- Un échange sur les moyens d'améliorer la qualité des offres en faisant évoluer les Cahiers des Clauses Particulières initiaux et/ou l'(es)annexe(s) financière(s) de l'Acte d'engagement tout en respectant l'égalité des candidats.
- L'effort tarifaire demandé au candidat pour se mettre en conformité avec le budget de la personne publique.

Dans ce cas, les cahiers des clauses particulières pourront être modifiés par l'administration contractante suite à ces négociations. Les candidats sélectionnés seront alors invités à télécharger les nouveaux Cahier des Clauses Particulières et un nouvel acte d'engagement, puis invités à remettre une nouvelle offre conformément aux conditions définies à l'article 4 du présent Règlement de Consultation.

Les candidats seront informés de la date, de l'heure et du lieu des entretiens par téléphone confirmée par télécopie ou par courrier de la Cellule marchés du Groupe APHP centre Université Paris Cité Si plusieurs candidats sont retenus, ils sont entendus dans des conditions équivalentes (durée de l'entretien, locaux...). La Cellule marchés du Groupe APHP centre Université Paris Cité reçoit chaque société représentée par trois personnes au plus, dont une personne habilitée à engager la société. Le temps imparti à chaque candidat est identique. Il est déterminé en

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	22 / 25

fonction des points de l'offre à négocier.

Les dates et heures limites de remise des nouvelles offres suite à négociation seront confirmées par courrier.

Fin de la période de négociation :

La phase de négociation s'achèvera par une demande d'offre finale, si le Maître d'Ouvrage n'a pas retenu d'offre initiale dans les conditions indiquées ci-dessus.

Le courrier informant les candidats de la date de clôture de la négociation les invitera à remettre leur offre finale sur la base de la ou des solutions présentées et spécifiées au cours de la phase de négociation.

A compter de la mise à disposition du nouveau dossier de consultation, modifié sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>, un délai identique est accordé aux candidats afin de déposer une nouvelle offre dans les conditions définies à l'article 4 du présent Règlement de Consultation.

L'invitation à remettre leur offre finale précisera le contenu de cette offre. Elle comportera au moins la date et l'heure limites de réception de ces offres, l'adresse à laquelle elles seront transmises, l'indication de l'obligation de les rédiger en langue française, les éléments requis et nécessaires.

Toute offre finale qui parviendra après la date fixée sera écartée. Dans cette hypothèse, seule sera prise en compte la dernière proposition du candidat précédant son offre ainsi rejetée.

Le cas échéant, le Maître d'Ouvrage se réserve la faculté de demander aux candidats des précisions et des clarifications sur leur offre finale.

Pour le jugement de ces offres, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède comme indiqué à l'article 6.5 du présent règlement de consultation.

Suite à donner à la consultation :

Après examen des offres, le Maître d'Ouvrage engagera des négociations avec les candidats sélectionnés dans les conditions définies au règlement de la consultation de la phase offres.

Calendrier prévisionnel de la consultation :

- Date limite de remise des candidatures ;
- Analyse des candidatures ;
- Rapport d'analyse et présentation en commission technique ;
- Information des candidats ;
- Lancement phase offres ;
- Date limite de remise des offres initiales ;
- Analyse des offres initiales ;
- Convocation candidats et des modalités des séances des négociations ;
- Tenue première séance de négociations ;
- Demande offres intermédiaires ;
- Date limite de remise des offres intermédiaires ;

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	23 / 25

- Analyse des offres intermédiaires ;
- Eventuelle convocation candidats et des modalités des séances des négociations ;
- Eventuelle seconde séance de négociations ;
- Date limite de remise des offres finales
- Analyse des offres finales ;
- Rapport d'analyse et présentation en commission technique ;
- Information des candidats et délais de STAND STILL ;
- Notification du marché ;
- Démarrage du marché.

Le Maître d'Ouvrage se garde la possibilité d'interrompre la procédure à l'issue de chaque nouvelle phase d'offre et de considérer les dernières offres reçues comme des offres finales.

ARTICLE 7. NOTIFICATION DES RESULTATS

En cas d'absence des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent cité à l'article 3 dans le dossier de candidature, le candidat attributaire devra obligatoirement produire ces documents sous un délai de 5 jours à compter de la date de réception de la télécopie confirmée par lettre avec accusé de réception. Au cas où ces documents ne parviendraient pas aux HUPH dans les délais impartis, la même demande sera faite au candidat classé n° 2 et le candidat classé n° 1 sera éliminé (article R. 2144-7 du Code de la commande publique).

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit en outre dans les mêmes conditions les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail (Les documents mentionnés dans la partie F1, ou si le candidat est domicilié à l'étranger, dans la partie G du formulaire NOTI 1 ou équivalent).

Dès réception des imprimés OUV7 et des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent (pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail), l'ensemble des candidats est informé par courrier.

Après signature du marché par les autorités compétentes, le candidat retenu reçoit via la plateforme de dématérialisation une copie de l'acte d'engagement. S'il souhaite procéder au nantissement des créances nées de l'exécution du marché, il lui appartient de solliciter la remise d'une copie revêtue de la mention « exemplaire unique ».

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	24 / 25

ARTICLE 8. VOIES DE RECOURS

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

URL: <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Aucune réponse orale n'est apportée aux questions des candidats.

Aussi, pour toute question, renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, **les candidats** peuvent poser leurs questions **au plus tard le 14 janvier 2025 avant 16H00** : via l'espace « Question » associé à la consultation de la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

La Cellule marchés du Groupe APHP Centre université Paris Cité transmet les réponses à ces questions au plus tard le 16 janvier 2025 avant 18H00 par courriel via la plateforme de dématérialisation à l'adresse indiquée par les candidats lors du téléchargement du dossier sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

A.P.-H.P.	Consultation n° 24-EM671EGP	EGP
	Dernière mise à jour du : 23/12/2024	25 / 25